Liste INSPE Solidaire - SUD éducation/indépendant.es

Élections au Conseil de l'INSPE

Chères étudiantes, chers étudiants, chères et chers stagiaires,

Nous sommes une liste d'étudiant.es et d'usager.es de l'INSPE. Nous nous présentons au Conseil de l'INSPE avec une seule ambition : porter la voix de toutes et tous les étudiants, usager.es de la licence au master sur tous les sites pour faire remonter les difficultés que nous vivons au quotidien dans nos études et dans nos stages.

Nous arrivons tous et toutes dans un contexte particulier. Pour les étudiant.es en master M2E, la réforme de la formation bouleverse nos statuts et nos parcours, sans que les règles qui s'appliquent à nous soient clairement expliquées. Les droits et les devoirs qui s'appliquent à chacun.e diffèrent selon nos statuts. Pour les étudiant.es en licence, la précarité fragilise les conditions d'étude et la réussite.

Les politiques d'austérité fragilisent l'université et le service public d'éducation, et creusent des inégalités déjà fortes sur notre territoire. Beaucoup d'entre nous étudient dans un climat d'incertitude, parfois de crainte. Nous pensons que cela doit changer, et que les usager.es doivent être pleinement associé.es aux décisions qui les concernent.

Quel que soit notre niveau, nous vivons un climat d'angoisse étudiant.e.s comme usager.es, conséquence des relations dégradées entre l'administration et les usager.es, marquées par un rapport extrêmement punitif. Les étudiant.es et usager.es n'osent pas s'absenter pour des raisons légitimes (santé notamment) par peur de possibles représailles sur leur titularisation ou sur leurs futurs vœux, anticipant que la légitimité de leur absence ne sera pas retenue dans le cadre actuel, trop étroit, des absences justifiées.

Voici les engagements que nous porterons au Conseil de l'Inspe.

1. Pour une université populaire, respectueuse de toutes et tous

Nous refusons les conditions d'études punitives et défendons une organisation plus horizontale, où les usager.es sont écouté.es et consulté.es.

Un règlement des études clair et lisible. Aujourd'hui, c'est le flou total : absences justifiées ou non justifiées, en cours comme en stage, règle des 25 % contredite dans un document officiel, obligation de présence de 10 % en stage. Nous exigeons une clarification écrite et partagée, et que ces règles floues ne soient pas appliquées tant qu'elles ne sont pas clarifiées et tant qu'elles ne respectent pas les M3C de l'UPEC.

- Le respect du droit de grève pour toutes et tous, sans pénalité sur l'assiduité et donc sur la validation de l'année.
- Le droit à l'erreur. Nous sommes en formation : se tromper fait partie de l'apprentissage. Une erreur ne doit pas devenir une sanction.
- La liberté d'exprimer son désaccord, sans crainte de représailles, financières ou autres.
- Les revendications portées pendant les mobilisations étudiantes doivent être écoutées et entendues. Nous condamnons la répression administrative et judiciaire des étudiant.es mobilisé.es.
- La fin du tabou de la précarité. Les administrations ne prévoient pas que les usager.es puissent être, ou avoir été, en situation de précarité. Nos règles et nos démarches doivent en tenir compte.

2. Pour des démarches et statuts clairs, et une rémunération juste

Les étudiants en M2 MEEF[1] alternants (ECA[2]) vivent des situations très inégales, et souvent opaques. Nous demandons:

- De la transparence sur la rémunération. Des écarts sont constatés selon la classe en charge (sans explication) et aucune fiche de paie n'a été reçue. En somme, il y a un écart entre ce qu'on nous a annoncé et ce qui se passe aujourd'hui. Des retards de salaires ont aussi été constatés chez des étudiant.es en SOPA[3]. Nous demanderons une information claire sur ce qui est versé, et une réduction des écarts de rémunération entre les différentes promotions et les différents statuts.
- La "gratification" n'est pas suffisante, nous demandons une réelle rémunération car nous effectuons un travail qui doit être valorisé justement.

Pour les étudiant.es en M2E, lauréat.es du nouveau concours CRPE[4] (bac +3), nous demandons :

- Une distinction claire entre nos deux statuts, étudiant et agent public, avec des droits et obligations connus de toutes et tous.
- Des critères transparents pour la sélection et l'attribution des MAT[5], et une plus grande attention portée à la nomination de ces derniers en tant que MAT.
- Des garanties en cas de conflit avec un.e MAT : la validation de l'année ne peut pas dépendre d'un désaccord personnel. Nous demanderons une procédure de médiation connue et accessible, pour sortir du climat de crainte que certains d'entre nous décrivent.
- Des affectations en stage qui ne se fassent pas à la dernière minute. Les M1 M2E ont été prévenu.es de leur lieu d'affectation le 31 août 2026 pour un début de stage le lendemain, 1er septembre, sans en connaître les conditions d'assiduité.

Pour les étudiant.es en licence :

---

[1] Master MEEF : Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation (en voie de disparition), remplacé progressivement par le Master M2E (Métiers de l'Enseignement et de l'Éducation), accessible en étant lauréat.es du nouveau concours CRPE bac +3

[2] ECA : Étudiant Contractuel Alternant

[3] SOPA : Stage d'Observation et de Pratique Accompagnée

[4] CRPE : Concours de Recrutement des Professeurs des Écoles

[5] MAT : Maître d'Accueil Temporaire

- Des inscriptions administratives traitées en temps et en heure.
- Un cadre des absences justifiées élargi et souple : aujourd'hui, fournir un justificatif ne suffit pas à faire reconnaître la légitimité d'une absence.

3. Pour un enseignement exigeant et de qualité

Nous voulons une formation qui ait du sens, avec des maquettes pédagogiques mieux pensées.

- Une meilleure coordination entre les équipes enseignantes, pour en finir avec les redondances et/ou les contradictions d'un cours à l'autre.
- L'égalité entre les parcours : Tous les étudiant.es d'une même formation doivent avoir accès aux mêmes contenus.
- Des maquettes lisibles et cohérentes, construites avec les retours des usager.es : notre consultation et nos contributions doivent être systématisées, de la conception à la mise en place des maquettes pédagogiques.
- Une formation rigoureuse sur les valeurs de la République et la laïcité. La laïcité ne peut pas être enseignée comme la seule valeur de la République, ni servir à stigmatiser. Nous demandons des interventions de qualité qui forment à l'esprit critique. Nous interpellerons qui de droit sur ce choix pédagogique car il est perçu par nous, étudiant.es de l'Académie de Créteil, comme stigmatisant. Il nous semble tout aussi important d'étudier les autres valeurs républicaines comme la liberté, l'égalité ou la solidarité, inhérentes à notre constitution.
- Un enseignement inclusif vis-à-vis des étudiant.es en situation de handicap ou ayant besoin d'aménagements. La théorie de nos enseignements doit s'allier à la pratique.
- Un moratoire sur les sanctions liées aux règles non clarifiées, tant que des clarifications n'auront pas été apportées.
- Le retrait des évaluations systématiques en fin CM, mises en place uniquement pour contrôler l'assiduité en M2E notamment.
- L'accompagnement pour tous les étudiant.es travailleur.ses (en stage SOPA ou ECA) et un référent désigné pour adresser d'éventuelles difficultés.
- Un accompagnement pédagogique pendant les premières années de licence.
- La garantie de l'anonymat pour tout examen écrit, afin de respecter l'égalité de traitement.

4. Pour un campus accueillant et accessible

Étudier, ce n'est pas seulement aller en cours. La qualité de vie sur les site compte pour notre réussite.

- Le repas à 1 € pour tout le monde, effectivement accessible sur nos sites, et une restauration de qualité pour toutes et tous. Nous continuerons à défendre un service de restauration autonome sur site accessible à tous les publics. Nous soutiendrons et pousserons tout projet qui permette à chacun de manger convenablement sur son site.
- Une contrepartie réelle à la CVEC[6] sur tous les sites. Les étudiant.es paient la CVEC (sauf les boursier.es, les EFS[7] et FS[8]), alors que la plupart des activités ont lieu à Créteil. Nous demanderons des activités sportives, culturelles et associatives accessibles sur tous les sites.
- Des locaux accessibles à toutes et tous, notamment aux personnes en situation de handicap.
- La défense du service public et des personnels qui font vivre nos sites au quotidien. Nous estimons indispensable que les personnels affectés à ces services puissent bénéficier de contrats de travail stables et de conditions de rémunération justes.
- Créer des passerelles, y compris numériques, entre les usager.es des cinq sites de l'INSPE de Créteil (Bonneuil-sur-Marne, Livry-Gargan, Saint-Denis, Sénart, Torcy), pour que personne ne reste isolé.e sur son site.

5. Contre le racisme, l'islamophobie et toutes les discriminations

L'INSPE forme les enseignant.es de demain : il doit être exemplaire.

- Aucune tolérance pour la stigmatisation. Des incidents ont eu lieu. Ces situations, quand elles ont lieu, doivent être reconnues et traitées. Les droits des étudiant.es doivent être respectés !
- La lutte contre toutes les formes de discrimination : racisme, islamophobie, antisémitisme, sexisme, LGBTQphobies, validisme, discriminations sociales.

Nos engagements d'élu.es

Nous ne serons pas des élu.es qui disparaissent après le vote. Nous nous engageons à :

- consulter régulièrement les usager.es avant les conseils : nous organiserons des réunions et/ou des permanences préalables au Conseil de l'INSPE.
- rendre compte de nos interventions et de nos votes après les séances.
- rester joignables pour faire remonter vos questions et vos difficultés.

Cette liste de propositions est évidemment bien loin d'être exhaustive et nous vous encourageons à nous faire part régulièrement de vos souhaits et attentes pour l'INSPE.

Solidairement,

La liste INSPE Solidaire

---

6 CVEC : Contribution de Vie Étudiante et de Campus

7 EFS : Élève Fonctionnaire Stagiaire

8 FS : Fonctionnaire Stagiaire